



PREFECTURE DE L'AIN

Direction Départementale de l'Agriculture
et de la Forêt de l'AIN

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL **autorisant au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement** **la rocade Sud-Est de BOURG-EN-BRESSE**

Le Préfet de l'Ain
Chevalier de la légion d'honneur

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1 et L.214-1 et suivants, R.211-1 et suivants, R.214-1 et suivants ;
- VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée Corse approuvé le 20 décembre 1996 par le Préfet coordonnateur de bassin ;
- VU** la demande formulée par la Communauté d'Agglomération de BOURG-EN-BRESSE par lettre du 21 mai 2007, en vue d'obtenir une autorisation au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement pour la rocade Sud-Est de BOURG-EN-BRESSE ;
- VU** l'avis de recevabilité en date du 9 octobre 2007 de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, chargée de la police de l'eau ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 22 octobre 2007 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique sur les communes de BOURG-EN-BRESSE, MONTAGNAT, PÉRONNAS
- VU** l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 19 novembre 2007 au 21 décembre 2007 inclus ;
- VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur assortis de recommandations ;
- VU** l'extrait du registre des délibérations du conseil municipal de BOURG-EN-BRESSE en date du 11 décembre 2007 ;
- VU** l'extrait du registre des délibérations du conseil municipal de PÉRONNAS en date du 17 décembre 2007 ;
- VU** l'avis réputé favorable de la commune de MONTAGNAT en l'absence de délibération dans le délai imparti ;
- VU** l'avis de la direction régionale de l'environnement Rhône-Alpes en date du 13 février 2008 ;
- VU** l'avis de la direction départementale de l'équipement en date du 10 décembre 2007 ;
- VU** l'avis de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de l'Ain en date du 11 décembre 2007 ;
- VU** l'avis de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques en date du 13 décembre 2007 ;
- VU** l'avis de la fédération de l'Ain pour la pêche et la protection du milieu aquatique en date du 21 décembre 2007 ;
- VU** l'avis du syndicat intercommunal d'aménagement et d'entretien de la Reyssouze de Montrevel-en-Bresse en date du 27 novembre 2007 ;
- VU** le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 28 juillet 2008 ;

- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Ain en date du 4 septembre 2008 ;
- VU** le projet d'arrêté adressé à la communauté d'agglomération de BOURG-EN-BRESSE en date du 10 octobre 2008 ;
- VU** l'absence d'observation du pétitionnaire dans le délai de 15 jours ;
- CONSIDÉRANT** que les compléments apportés par la communauté d'agglomération de BOURG-EN-BRESSE répondent aux observations techniques des services ;
- CONSIDÉRANT** la déclaration d'utilité publique du projet tel que faisant l'objet de la demande d'autorisation au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** la démonstration par la communauté d'agglomération de BOURG-EN-BRESSE de l'absence d'incidence de l'ouvrage sur les zones vulnérables aux inondations de la Reyssouze en aval du projet et sur l'espace de mobilité du cours d'eau, les engagements de la communauté d'agglomération de BOURG-EN-BRESSE en faveur de la pérennisation des zones humides affectées par le projet, d'aménagements améliorant l'habitat piscicole sur la Reyssouze et atténuant l'effet de coupure de l'ouvrage sur la faune aquatique ;
- CONSIDÉRANT** notamment les mesures prescrites de surveillance de l'incidence de l'ouvrage sur la qualité des eaux superficielles, sur la faune et les milieux aquatiques, les prescriptions utiles au maintien d'un débit suffisant à l'occasion des prélèvements sollicités dans les eaux superficielles, et les prescriptions techniques visant la maîtrise des risques sur les eaux souterraines du fait de l'existence des piézomètres créés par la communauté d'agglomération de BOURG-EN-BRESSE pour les besoins de l'opération ;
- CONSIDÉRANT** que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale, équilibrée, et durable de la ressource en eau ;
- SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Ain ;

ARRETE

CHAPITRE 1 – CONTENU TECHNIQUE

ARTICLE 1 : Objet de l'autorisation

La communauté d'agglomération de BOURG-EN-BRESSE, ci-après désigné le demandeur, est autorisée au titre des articles L 214-1 et suivants du code de l'environnement à construire et exploiter la rocade Sud-Est de BOURG-EN-BRESSE dans les conditions décrites au dossier porté à l'appui de sa demande.

Cette autorisation est limitativement délivrée pour les travaux décrits à la demande et relevant des rubriques suivantes du tableau de l'article R 214-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté :

N°	Désignation	Régime
Titre I	Prélèvements	
1.1.1.0.	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	D
1.2.1.0.	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m³/heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau	D

Titre II Rejets

- 2.1.5.0.** Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :
- 1° Supérieure ou égale à 20 ha A

Titre III Impacts sur le milieu aquatique ou sur la sécurité publique

- 3.1.3.0.** Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur :
- 2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m D
- 3.2.2.0.** Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau :
- 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m² A
- 3.2.3.0.** Plans d'eau, permanents ou non :
- 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha D
- 3.3.1.0.** Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant :
- 1° Supérieure ou égale à 1 ha A

(Ci dessus : A = Autorisation / D = Déclaration)

En particulier et à la charge du demandeur, dans le cadre des contrats conclus avec les personnes intervenant pour son compte directement ou indirectement à l'occasion de la conception, de la réalisation des ouvrages et de l'organisation du chantier, ou par un document de nature à leur en préciser l'exécution, le demandeur assurera la bonne information des différents intervenants dans le cadre de l'opération quant-aux dispositions du présent arrêté, ainsi que la part des obligations résultantes qu'il leur confie ou délègue.

Lorsque la satisfaction d'engagements particuliers du demandeur, tels qu'ils apparaissent au dossier de demande d'autorisation établi par ses soins, ou l'application de dispositions particulières du présent arrêté nécessite, pour qu'elles soient possibles ou effectives une action positive ou un accord explicite d'un tiers, le demandeur garantit la réalisation de cette action ou de cet accord par le tiers concerné.

L'absence de réalisation d'une action positive ou d'un accord explicite d'un tiers ne peut avoir pour effet de soustraire le demandeur à l'obligation de réalisation d'engagements tels qu'ils apparaissent au dossier de demande d'autorisation établi par ses soins ou d'application de dispositions particulières du présent arrêté. Le cas échéant, le demandeur ne peut procéder aux travaux ou à l'exploitation pour la part de ceux-ci devenue de ce fait préjudiciable au respect des engagements pris à son dossier de demande d'autorisation, aux objectifs généraux inscrits à l'article L.211-1 du code de l'environnement, et au schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

Le demandeur garantit le caractère opérationnel des procédures et des solutions techniques apportant compensation des incidences des travaux, de l'ouvrage et de son exploitation, si besoin au moyen des accords nécessaires obtenus auprès des tiers impliqués.

ARTICLE 2 : Caractéristiques de l'opération

Les ouvrages et les travaux, ainsi que les conditions particulières d'utilisation, d'exploitation, d'entretien, et de surveillance qui les concernent, seront conformes et répondront aux objectifs décrits au dossier de demande complété dans le cadre de la procédure administrative d'autorisation.

Il est précisé que l'autorisation délivrée pour les installations, ouvrages, travaux ou activités porte sur les situations indiquées au dossier, à l'exclusion de toute autre situation.

Le demandeur a obligation de respecter, et de s'assurer du respect par les tiers intervenant pour son compte, des dispositions du présent arrêté, ainsi que des dispositions portées au dossier présenté à l'appui de sa demande lorsque celles-ci ne portent pas préjudice aux précédentes.

CHAPITRE 2 – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

ARTICLE 3 : Dispositions spécifiques à l'opération

3-1 – Dispositions relative à la protection de la ressource

Les substances utilisées pour la maîtrise de la végétation sur les emprises seront biodégradables. Leur doses de traitement seront optimisées de manière à limiter la pollution de la ressource en eau.

3.2 – Dispositions relatives à la gestion des eaux pluviales

Pour le cas des exutoires donnant lieu à un rejet pluvial aux réseaux, aux ouvrages, ou sur des terrains identifiés comme n'étant pas propriété du demandeur et n'étant pas des cours d'eau, le demandeur réalise les accords avec les tiers concernés relatifs à l'aggravation des servitudes établies par la loi à survenir de la réalisation des travaux, selon des modalités convenues préalablement aux travaux. Le demandeur demeure responsable de conséquences de l'existence des rejets concernés et des ouvrages devant les tiers.

Aux fins de préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines et le régime des écoulements, la gestion des eaux pluviales sera réalisée avec l'application des dispositions suivantes :

Les ouvrages de prétraitement/régulation feront l'objet d'une vérification quantitative du respect des objectifs techniques qui leurs sont assignés, et périodique pour les caractéristiques qui le nécessitent.

La vérification relative aux performances de traitement sera effectuée à défaut sur la base d'un bilan des flux polluants établis sur un prélèvement proportionnel au débit de temps de pluie, à l'issue d'une campagne de mesure la première année, la troisième et la cinquième année d'exploitation.

Les conditions et les objectifs de la vérification quantitative pourront être adaptés soit à la demande, soit en accord avec le service de la police de l'eau.

L'incidence environnementale des rejets de la plateforme routière sur les milieux aquatiques fera l'objet d'un suivi, notamment sur les paramètres intégrateurs des pollutions chroniques, avec bilan à 3 et 6 ans à compter de la mise en service de l'ouvrage. Les principes et les modalités seront convenus avec l'ONEMA préalablement à la mise en service de l'ouvrage, ainsi que les conditions de l'état initial.

Outre les moyens d'entretien et le suivi des procédures présentés à la demande, et afin de prévenir les risques d'entraînement par les crues de volumes décantés dans l'ouvrage de rétention en rive gauche de la Reyssouze, celui-ci fera l'objet d'un suivi programmé bimensuel pendant la période d'activité de baignade de la base de loisirs de Bouvent décidée par son gestionnaire. Le demandeur ordonnera le nettoyage du bassin ou le curage de l'ouvrage si des dépôts curables sont visibles, quinze jours au plus avant la période indiquée, puis au cours de la période dans le délai d'une semaine à compter du constat en établissant la nécessité dans le cadre du suivi. Les informations recueillies dans le cadre du suivi et celles relatives à l'accumulation des dépôts, à leurs volumes seront consignées par le demandeur.

Afin de compléter efficacement son action dans le domaine de la préservation des usages et de la protection des eaux et des milieux aquatiques, le demandeur pourvoit à une information adaptée de la Ville de BOURG-EN-BRESSE, responsable notamment de la qualité des eaux à l'usage de la baignade sur la base de loisirs de Bouvent. L'information est communiquée par le demandeur dans des délais raisonnables et proportionnés à la gravité d'éventuels accidents, en phase de travaux et en phase d'exploitation, et portera notamment sur :

- les interventions critiques susceptibles d'être préjudiciables à la préservation de l'usage concerné ou à la protection des eaux et du milieu aquatique,
- les événements fortuits pouvant être à l'origine d'une pollution ou d'une altération de l'usage,
- les contrôles effectués sur les ouvrages de gestion des eaux pluviales, en cas d'anomalie constatée, ainsi que sur les opérations de curage de ces ouvrages,
- la description des actions entreprises à ces occasions pour la préservation de l'usage concerné ou pour la protection des eaux et du milieu aquatique,
- le suivi et l'exploitation de ces ouvrages, en début de période annuelle d'activité de baignade.

Un protocole de transmission de cette information disposant notamment des modalités et des destinataires sera établi conjointement par la Ville de BOURG-EN-BRESSE et le demandeur. Le demandeur peut convenir avec la Ville de Bourg-en-Bresse de l'adaptation ou de la suspension de cette obligation d'information et le service de la police de l'eau en est alors informé.

3.3 – Dispositions relatives à la gestion des zones humides pérennisées à titre compensatoire

La gestion des zones humides pérennisées à titre compensatoire ou recréées fera l'objet d'une convention financée par le demandeur et mise en oeuvre par le CREN ou à défaut un opérateur disposant des moyens et des compétences requises, dont le choix devra alors être approuvé par le service de la police de l'eau.

La durée de cette gestion programmée sera de 6 ans au moins à compter de la mise en service de l'ouvrage.

L'efficacité des moyens décrits au dossier destinés à pérenniser l'alimentation en eau des zones humides visées à la demande et subissant un impact du fait du projet fera l'objet d'une évaluation environnementale au terme de 3 et 6 ans à compter de la mise en service de l'ouvrage.

Au terme de 6 ans à compter de la mise en service de l'ouvrage, le demandeur pourra demander la modification ou la cessation de cette obligation de gestion sous condition de présenter les garanties de pérennisation du fonctionnement des milieux considérés.

3.4 – Disposition relative à la protection des écosystèmes aquatiques

Le projet de l'aménagement d'annexe à vocation piscicole et d'une manière plus générale les aménagements accessoires utiles au franchissement de la petite faune, décrits à la demande complétée, seront mis en oeuvre par le demandeur.

Ils seront soumis préalablement à l'ONEMA, qui pourra intervenir pour leur adaptation.

3.5 – Dispositions relatives aux piézomètres

Les dispositions spécifiques de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret no 93-743 du 29 mars 1993 modifié seront applicables aux piézomètres visés à la demande.

3.6 – Dispositions relatives aux prélèvements d'eau

Les dispositions techniques spécifiques de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0, 1.3.1.0, de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié seront applicables aux prélèvements visés à la demande.

Le demandeur se tiendra informé des arrêtés pris pour la gestion de la ressource à l'étiage, dont les dispositions lui seront également applicables.

En outre, ces prélèvements en nappe d'accompagnement de la Reyssouze ou dans la Reyssouze seront arrêtés dès lors que le débit instantané de la Reyssouze mesuré à la station référencée U4014020 sur la commune de BOURG-EN-BRESSE sera inférieur à 340 l/s (suivi disponible notamment sur <http://www.rdbrmc.com/hydroreel2>).

3.7 – Dispositions relatives à l'organisation des travaux

Le demandeur limitera l'emprise du chantier et l'implantation des ouvrages aux seuls besoins techniques de l'opération. Leur délimitation, ainsi que le phasage des travaux seront fixés notamment compte tenu des dommages susceptibles d'être causés à l'environnement.

Un plan de circulation des engins et des accès préférentiels est établi de manière à limiter les risques de pollution.

La circulation des engins de travaux publics est limitée aux accès et aux emprises du projet.

Les pistes seront arrosées pour éviter une dissipation des poussières par le vent.

Afin d'éviter toute pollution des eaux superficielles et souterraines pendant les travaux, le nettoyage, l'entretien, la réparation et le ravitaillement des engins et du matériel, le stockage des matériaux se feront exclusivement dans des aires réservées à cet effet.

Pour prévenir la pollution des eaux et du sol, des zones de manutention étanches devront être installées pour l'entretien des engins, le stockage et la manipulation des consommables.

Un plan d'urgence et des dispositifs d'alerte en cas de pollution, compléteront les précautions d'usage.

Les défrichements et les décapages seront limités aux zones strictement nécessaires à l'exécution des travaux.

Les surfaces terrassées nécessaires aux installations et accès de chantier seront rapidement remises en état. Après repli du chantier sur ses emprises, les états de surface et les couverts végétaux seront reconstitués.

La lutte contre la prolifération des espèces invasives, telles la renouée du japon et la jussie, sera intégrée à l'organisation et la conduite des travaux.

3.8 – Prévention des nuisances liées aux inondations du chantier

Le demandeur limitera la présence des moyens humains et matériels, des consommables, approvisionnements, stocks, et déchets de chantiers aux seules nécessités techniques de l'avancement du chantier sur les zones inondables ou soumises aux ruissellements pluviaux.

En tout état de cause, le chantier est nettoyé et replié en fin de journée de travaux pour tout ce qui concerne les accessoires et substances présentant potentiellement un danger de pollution de l'eau.

3.9 – Dispositions en matière de prévention des pollutions des eaux superficielles à l'occasion des travaux

Le demandeur prescrit le choix, la mise en œuvre et l'utilisation des consommables et matériaux, en vu de prévenir les atteintes à la qualité des eaux. Il pourra justifier de son choix parmi les autres possibilités existantes en fonction du compromis qu'il assure entre les contraintes techniques, environnementales et techniques.

Un suivi régulier et visuel d'éventuelles fuites d'hydrocarbures et de matières en suspension sera effectué notamment par le responsable du chantier.

Le demandeur prend toutes dispositions utiles à faire cesser une éventuelle pollution constatée.

Un assainissement des ruissellements et des eaux d'épuisements de nappe chargées en particules et matières en suspension sera mis en œuvre. Un assainissement des eaux issues de la mise en œuvre les mortiers, béton, adjuvants, agents décapants et passivants des aciers, détergents, huiles, hydrocarbures, et par extension de toutes les eaux susceptibles de contenir des substances préjudiciables à la qualité des eaux sera mis en œuvre. Ces effluents subiront :

- soit un traitement visant à l'abattement des pollutions à un niveau compatible avec les objectifs de qualité des eaux en fonction des usages signalés et avec la vie piscicole
- soit seront rejetés, éventuellement par pompage et après prétraitement, aux réseaux publics après accord des gestionnaires de ces réseaux, pour autant que ce rejet soit compatible avec le bon fonctionnement de l'infrastructure d'assainissement et s'effectue sans risque de pollution, notamment celles qui seraient directement imputables à ce rejet, au milieu naturel.
- soit une évacuation vers une filière de traitement spécifique.

Les ouvrages de traitement visant à l'abattement des pollutions à un niveau compatible avec les objectifs de qualité des eaux en fonction des usages signalés et avec la vie piscicole feront l'objet de la détermination de leurs performances par le demandeur et du suivi de celles-ci.

Il assure un entretien régulier de ces ouvrages.

3.10 – Dispositions visant les ouvrages à proximité ou sur les cours d'eau

Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le bon écoulement des eaux et le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ainsi que ceux destinés à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements et déversements. Ils doivent être compatibles avec les différents usages du cours d'eau.

L'implantation des ouvrages et travaux doit prendre en compte les spécificités environnementales locales.

Elle doit notamment ne pas être de nature à perturber sensiblement les zones du milieu terrestres comme aquatique, présentant un intérêt floristique et faunistique, et ne pas engendrer de perturbation significative du régime hydraulique du cours d'eau et de l'écoulement naturel des eaux susceptible d'aggraver le risque d'inondation à l'aval comme à l'amont.

Le demandeur établit un plan de chantier et un planning visant, le cas échéant, à moduler dans le temps et dans l'espace l'activité en fonction :

- des conditions hydrodynamiques, hydrauliques ou météorologiques ;
- de la sensibilité de l'écosystème et des risques de perturbation de son fonctionnement ; les travaux ne doivent notamment pas être de nature à détruire les zones de frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation ou de réserves de nourriture de la faune piscicole, sauf le cas où des mesures spécifiques ont été prévues au dossier de demande d'autorisation.
- de la nature et de l'ampleur des activités de navigation, de pêche et d'agrément ; les travaux ne doivent pas avoir lieu ou doivent être restreints lors des périodes de migration et de reproduction des poissons, en accord avec l'ONEMA.

Le projet assure autant que possible, par ses modalités de construction, un éclaircissement naturel (tirant d'air suffisant, évaseement des extrémités). La transition entre le pleine lumière et l'intensité lumineuse sous l'ouvrage doit être progressive.

Dans le cas d'un ouvrage touchant aux berges ou au radier, les dispositions sont prises pour maintenir la circulation des poissons. En particulier, la pente naturelle du lit du cours d'eau doit être préservée pour que la vitesse d'écoulement naturel de l'eau ne soit pas dépassée. En cas de ruptures de pente ou de créations de chute d'eau, des dispositifs spéciaux dissipateurs d'énergie doivent être aménagés de façon à maintenir le franchissement des poissons. Le radier est situé à environ trente centimètres au-dessous du lit moyen du cours d'eau et est recouvert d'un matériau de même nature que celui du cours d'eau. La largeur et la section d'écoulement doivent être comparables à celles du cours d'eau pour les débits rencontrés en période de migration.

Pour les faibles débits une lame d'eau minimale doit être assurée.

Des dispositions sont prises pour éviter les érosions significatives en aval et à l'intérieur de l'ouvrage.

Le dimensionnement de l'ouvrage doit permettre de préserver le libre écoulement des eaux et ne pas entraîner une aggravation des risques pour la sécurité des biens et des personnes implantées à l'amont et à l'aval.

Pendant la durée des travaux, le demandeur veille à ne pas entraver l'écoulement des eaux. Il doit en outre garantir une capacité d'intervention rapide de jour ou de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude.

Pendant la durée des travaux, tout apport de polluant ou de charge solide, immédiat ou différé, est proscrit. Le demandeur prend toutes les dispositions nécessaires à cet égard, en particulier les travaux doivent être réalisés avec le souci constant de l'environnement et des milieux aquatiques.

Une attention particulière est apportée à la mise en place des bétons afin que les pertes de laitance de ceux-ci ne polluent pas les eaux.

Les produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux sont stockés hors d'atteinte de celles-ci.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le demandeur enlève tous les décombres, terres, dépôts de matériaux.

En cas d'incident lors des travaux, susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le demandeur doit immédiatement interrompre les travaux ou l'incident provoqué et prendre les dispositions afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux et afin d'éviter qu'il ne se reproduise.

Il informe également dans les meilleurs délais le service chargé de la police de l'eau de l'incident et des mesures prises pour y faire face ainsi que les collectivités locales en cas d'incident à proximité d'une zone de baignade, conformément à l'article L.211-5 du code de l'environnement.

A la fin des travaux, le demandeur adresse au préfet un compte rendu de chantier qu'il aura établi au fur et à mesure de l'avancement de celui-ci, dans lequel il retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures qu'il a prises pour respecter les prescriptions ci-dessus ainsi que les effets qu'il a identifiés de son aménagement sur le milieu et sur l'écoulement des eaux. Il communique également un plan de récolement retraçant le profil en long et en travers du cours d'eau dans la zone aménagée. Ce compte rendu doit être gardé à la disposition des services chargés de la police de l'eau.

Lorsque les travaux sont réalisés sur une période de plus de six mois, le demandeur adresse au préfet un compte rendu d'étape à la fin de ces six mois puis tous les trois mois.

Le demandeur assume les opérations d'entretien du cours d'eau nécessaires au fonctionnement des ouvrages et des aménagements de rétablissement hydraulique situés sur l'emprise qui lui appartient. Il ne peut se prévaloir de la présente autorisation pour exiger de la part des propriétaires des berges situées à l'amont ou à l'aval, ou de toute personne susceptible de s'y substituer, un entretien excédant celui prévu par la réglementation.

3.11 – Protections ponctuelles de berges

L'implantation des ouvrages et travaux doit prendre en compte les spécificités environnementales locales. Elle doit notamment ne pas être de nature à perturber sensiblement les zones du milieu terrestre comme aquatique, présentant, un intérêt floristique et faunistique, et ne pas engendrer de perturbation significative du régime hydraulique du cours d'eau et de l'écoulement naturel des eaux susceptible d'aggraver le risque d'inondation à l'aval comme à l'amont.

Les ouvrages ne devront pas réduire la section d'écoulement naturelle du cours d'eau.

Sur les cours d'eau à lit mobile, les consolidations et protections de berges ne devront pas réduire significativement l'espace de mobilité du cours d'eau.

L'espace de mobilité du cours d'eau est défini comme l'espace du lit majeur à l'intérieur duquel le lit mineur peut se déplacer. L'espace de mobilité est évalué en tenant compte de la connaissance de l'évolution historique du cours d'eau et de la présence des ouvrages et aménagements significatifs, à l'exception des ouvrages et aménagements significatifs, à l'exception des ouvrages et aménagements à caractère provisoire, faisant obstacle à la mobilité du lit mineur. Cette évaluation de l'espace de mobilité est conduite sur un secteur représentatif du fonctionnement géomorphologique du cours d'eau en amont et en aval du site, sur une longueur minimale totale de 5 km.

La dimension des blocs d'enrochement ou des matériaux de protection à utiliser doit être déterminée et leur mise en place effectuée suivant les règles de l'art, en tenant compte des contraintes auxquelles ils devront résister (vitesse, profondeur ...). Les enrochements doivent limiter au maximum la migration des sédiments fins des berges, en reposant, par exemple, sur des filtres.

Si ces travaux sont destinés à contrôler une érosion de pied, ils doivent être réalisés en descendant la protection de talus avec une butée, ou en créant un tapis de pied qui permettra aux enrochements de s'enfoncer et de s'adapter.

D'une manière générale, les protections de berges trop lisses sont proscrites et les techniques qui permettent d'obtenir la même rugosité que celle de la rivière doivent être privilégiées, pour éviter les risques d'affouillement directement à l'aval et d'accélération de l'écoulement des eaux.

Dans le cas de mise en oeuvre de techniques mixtes, les espèces végétales doivent être choisies parmi les espèces naturellement présentes sur les berges et les rives des cours d'eau, ou écologiquement adaptées (hélrophytes, aulnes, saules ...). Les plantations de végétation à système racinaire peu profond ne permettant pas une bonne stabilité de berges et pouvant entraîner des perturbations importantes de l'écoulement des eaux en cas de déracinement, notamment le peuplier, sont proscrites.

Les travaux et les ouvrages ne doivent pas créer d'érosion régressive ni de risques d'embâcles ni de perturbations significatives de l'écoulement des eaux à l'aval.

Le demandeur doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de prévenir les pollutions accidentelles et les dégradations et désordres éventuels que les travaux ou l'ouvrage pourraient occasionner, au cours des travaux ainsi qu'après leur réalisation. Il doit en outre garantir une capacité d'intervention rapide de jour ou de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude.

3.12 – Dispositions visant les ouvrages établis en lit majeur des cours d'eau

L'implantation d'une installation ou d'un ouvrage dont l'objectif n'est pas de protéger des inondations, doit tenir compte et préserver les chemins préférentiels d'écoulement des eaux. Elle ne doit pas être de nature à provoquer un exhaussement sensible du niveau des eaux en crue.

Les installations et ouvrages sont conçus et réalisés suivant les règles de l'art. Ils doivent notamment résister à l'érosion des eaux, rester stables en crue et en décrue, être munis de dispositifs de drainage interne pour évacuer les eaux d'infiltration susceptibles de les déstabiliser. Un traitement approprié de la fondation est, le cas échéant, mise en oeuvre.

La plus grande transparence hydraulique est recherchée dans la conception des installations et ouvrages dont l'objectif n'est pas former obstacle à l'écoulement des eaux.

Le chevelu, les écoulements secondaires interceptés doivent être rétablis, avec tout aménagement hydraulique nécessaire (conduites, galeries, vannages, clapets...).

Le demandeur prend toutes les précautions nécessaires afin de prévenir les pollutions accidentelles et les dégradations et désordres éventuels de toute nature que les travaux ou les installations et ouvrages pourraient occasionner, au cours des travaux ainsi qu'après leur réalisation.

Pour le cas d'ouvrages ou de remblais situés dans le lit majeur d'un cours d'eau et lorsque le demandeur prévoit d'effectuer un confortement, une reprise ou une reconstruction significative de ceux-ci, le demandeur assurera le respect des dispositions suivantes :

- les travaux envisagés feront préalablement l'objet d'une modélisation hydraulique précise et destinée à démontrer la transparence hydraulique de l'aménagement, qui sera adressée au service de la police de l'eau, à la direction régionale de l'environnement et à la structure intercommunale chargée de la valorisation, l'entretien et ou de l'aménagement du cours d'eau si elle existe,
- la transparence hydraulique de l'aménagement sera rétablie au moyen d'adaptations de l'ouvrage ou du remblai si l'ouvrage ou le remblai existants forment un obstacle à l'écoulement des crues ou s'ils donnent lieu à un exhaussement des lignes d'eau en cas de crues sur des zones sensibles ou habitées par rapport à la situation non-aménagée,
- la construction s'accompagne des adaptations nécessaires visées précédemment.

Ces dernières dispositions ne font pas obstacle au respect par le demandeur de la réglementation applicable en matière de police de l'eau et de la pêche pour ses travaux.

3.13 – Prescriptions et mesures conservatoires visant la faune

Après information préalable dans un délai suffisant et sur avis éventuel de l'ONEMA, des pêches électriques de sauvetage de poissons seront réalisées à la charge du demandeur chaque fois que nécessaire en fonction de l'avancement du chantier et des risques concernant les peuplements piscicoles.

Le demandeur pourvoira aux adaptations techniques des ouvrages hydrauliques projetés permettant d'assurer un franchissement des poissons même en situation d'étiage dans le respect de l'article L 432-5 du code de l'environnement.

3.14 – Dispositions visant la protection des milieux remarquables

Toute destruction de végétation rivulaire sera compensée par reconstitution de manière à restituer des fonctionnalités équivalentes et d'importances comparables sur le milieu et seront implantées sur le domaine dont le demandeur dispose de la propriété.

3.15 – Dispositions relatives à la conservation des ouvrages établis au titre de la protection des éléments visés à l'article L.211-1 du code de l'environnement

La demandeur ne pourra aliéner tout ou partie des ouvrages établis au titre de la protection des éléments visés à l'article L.211-1 du code de l'environnement et visés à sa demande, sauf à en faire la déclaration conformément aux articles R.214-18 ou R.214-45 du code de l'environnement suivant le cas, et qu'il en ait été donné acte par le préfet, et que le préfet ait explicitement donné son accord sur les conditions de cette aliénation.

La déclaration sus-mentionnée devra notamment apporter la preuve que les obligations intéressant les biens concernés et résultantes de la présente autorisation sont transmises à la personne à qui les ouvrages seront aliénés.

CHAPITRE 3 – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 4 : Durée de l'autorisation

Sans objet

ARTICLE 5 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R.214-18 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

ARTICLE 7 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 8 : Conditions de renouvellement de l'autorisation

Sans objet

ARTICLE 9 : Remise en état des lieux

Sans objet

ARTICLE 10 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

ARTICLE 11 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 12 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 13 : Publication et information des tiers

Cet arrêté d'autorisation sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de l'Ain , et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux diffusés dans le département de l'Ain.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de BOURG-EN-BRESSE, MONTAGNAT ET PÉRONNAS.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché en mairies de BOURG-EN-BRESSE, MONTAGNAT ET PÉRONNAS pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité sera justifiée par un procès verbal des maires concernés.

ARTICLE 14 : Voies et délais de recours

Ainsi que prévu à l'article L.216-2 du code de l'environnement, cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique auprès du ministre.
L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être elle-même déférée au tribunal administratif de Lyon dans les deux mois suivants,
- par recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon.

Le délai de recours des tiers est de 4 ans à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 15 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ain, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt chargé de la police des eaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au :

- président de la communauté d'agglomération de Bourg-en-Bresse, à titre de notification
- maires des communes de BOURG-EN-BRESSE, MONTAGNAT ET PÉRONNAS.
- chef de la brigade départementale de l'ONEMA,
- directeur régional de l'environnement Rhône-Alpes à LYON,
- directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de l'Ain,
- chef de groupe des subdivisions de l'Ain, direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement à VIRIAT,
- directeur départemental de l'équipement de l'Ain,
- président de la fédération de l'Ain pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
- président du syndicat intercommunal aménagement et d'entretien de la Reyssouze à MONTREVEL-EN-BRESSE.

A Bourg-en-Bresse, le 13 novembre 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Pierre-Henri VRAY